MADAGASCAR

La Constitution prévoit la liberté de religion, et le Gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique.

Il n'y a eu aucun changement dans le statut du respect pour la liberté religieuse par le Gouvernement pendant la période couverte par ce rapport, et la politique du gouvernement a continué à contribuer à la pratique généralement libre de la religion; toutefois, l'électorat a approuvé un référendum le 4 avril 2007. Parmi d'autres nombreux changements, la séparation explicite de l'église et l'Etat a été éliminée en supprimant le mot "séculaire" de la description de la république.

Le Gouvernement américain discute des questions de liberté religieuse avec le Gouvernement dans le cadre de sa politique globale pour la promotion des droits de l'homme.

Section I. Démographie religieuse

Le pays a une superficie de 587.040 kilomètres carrés, où vivent 18 millions d'habitants. Malgré l'absence de chiffres officiels, environ la moitié de la population est Chrétienne. Il existe quatre principales dénominations Chrétiennes. L'Église Catholique Romaine constitue la dénomination la plus importante, suivie par l'Église Réformée Protestante de Jésus Christ à Madagascar (FJKM). Les Églises Luthériennes et Anglicanes se partagent la plupart du reste des Chrétiens du pays. Une minorité considérable de citoyens suivent des religions traditionnelles indigènes.

Les Musulmans constituent légèrement moins de 10 pour cent de la population, et se concentrent surtout au nord et au nord-ouest. Des Indiens et Pakistanais autochtones et ethniques qui ont immigré au cours du siècle dernier ont constitué la majorité des Musulmans dans le pays. Il y a un petit nombre d'Hindous parmi la population ethnique indienne. Le pays compte une très petite population juive.

Il y a plusieurs groupes de missionnaires étrangers qui opèrent librement. Plusieurs organisations religieuses, dont certains ont des affiliations internationales, s'impliquent dans des services sanitaires et sociaux, des projets de développement, des écoles, et l'enseignement supérieur.

Section II. Statut de la Liberté religieuse

Cadre légal/politique

La Constitution prévoit la liberté de religion, et le Gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique. Toutes les instances du Gouvernement ont cherché à protéger entièrement ce droit, et n'en ont pas toléré l'abus, que les acteurs soient dans les rangs du gouvernementaux ou du secteur privé. Il n'y a pas de religion d'Etat. Le référendum constitutionnel du 4 avril a supprimé la séparation explicite de l'église et de l'Etat, mais n'a pas entamé la protection légale pour la liberté de religion. Par occasion, le Président Ravalomanana a exprimé le souhait de transformer le pays en un "Etat Chrétien" ; toutefois, il n'y a eu aucune tentative d'établir une religion d'Etat, et la plupart ont vu en ses commentaires un simple souhait d'instiller des principes chrétiens dans la vie quotidienne du pays. La position du Président Ravalomanana en tant que vice-président laïc de la FJKM, l'une des quatre principales dénominations chrétiennes du pays, a engendré certaines allégations comme quoi les intérêts de l'église et ceux de l'Etat ne sont pas entièrement maintenus à part.

La loi stipule que les organisations religieuses doivent se faire enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur. En procédant ainsi, les organisations religieuses acquièrent le statut légal nécessaire pour recevoir des dons directs et autres cadeaux. Afin de se qualifier comme association religieuse, tout groupe doit compter au moins 100 membres, avoir un conseil administratif élu composé de 9 membres au maximum, dont chacun doit être un citoyen Malagasy. Si la direction et les membres du groupe sont constitués d'étrangers (comme c'est le case avec la majorité des Musulmans au pays), ils ont le droit de former une association "réputée être étrangère." Une fois que l'association compte au-delà de 1.000 membres, le conseil administratif peut soumettre une demande de reconnaissance officielle. L'Etat reconnaît officiellement 9 maisons de louange et 109 organisations religieuses. Entre mars 2006 et avril 2007, le Ministère a donné son approbation à cinq nouvelles organisations religieuses. Aucun groupe religieux n'a vu sa demande d'enregistrement refusée pendant la période couverte par ce rapport.

Les organisations religieuses qui ne se conforment pas aux conditions d'enregistrement du Ministère de l'Intérieur sont libres de se faire enregistrer en tant que simples associations. Les simples associations n'ont pas le droit de recevoir des dons ou d'organiser des cultes religieux. Si ces groupes dépassent ce qui est permis selon leur statut, ils sont en violation de la loi et, dans des rares circonstances, sont poursuivis en justice. Selon les estimations des responsables du

ministère en 2007, le pays a compté plus de 1.000 organisations religieuses qui ont opéré sans reconnaissance officielle de l'Etat, comprenant de simples associations des organisations non enregistrées.

Des jours de fête chrétiens tels que Pâques, l'Ascension, le Pentecôte, Assomption, le Fête des Saints, et Noël sont observés comme jours fériés nationaux.

Restrictions sur la liberté religieuse

La politique et la pratique du Gouvernement ont contribué à la pratique généralement de la religion. Plusieurs organisations religieuses ont opéré librement dans toutes les régions du pays, parfois disséminant leur message à travers les médias publics et privés. Les organisations religieuses ont bénéficié d'un accès libre aux médias de l'Etat du moment que leur usage ne constitue pas de service public. Pendant le mois du Ramadan, par exemple, la télévision nationale a diffusé une émission quotidienne de 15 minutes qui comprenant l'appel à la prière. Pendant la période couverte par ce rapport, aucun rapport n'a indiqué que des organisations religieuses se sont vues refuser l'accès aux médias de l'Etat.

Le Gouvernement a banni l'Église Universelle du Royaume de dieu (EURD), sur la base d'une atteinte à la loi et à l'ordre. Le Ministère de l'Intérieur a indiqué que si les demandes de reconstituer l'église remplissaient les conditions légales consistant à avoir une direction Malagasy, elles seraient probablement approuvées. D'anciens membres d'organisations bannies font face à un examen plus minutieux quand ils soumettent une demande de reconnaissance officielle en tant qu'organisation religieuse.

Aucun rapport n'a indiqué l'existence de prisonniers ou détenus religieux dans le pays.

Conversions religieuses forcées

Aucun rapport n'a indiqué l'existence de conversion religieuse forcée, y compris des cas de mineurs Américains qui auraient été enlevés ou illégalement sortis des Etats-Unis, ou de refus de permettre à de tels ressortissants d'être renvoyés aux Etats-Unis.

Section III. Abuses et discrimination dans la société

Aucun rapport n'a indiqué l'existence d'abus ou discrimination dans la société, sur la base de la confession ou la pratique religieuse.

Certains membres de la communauté Musulman ont indiqué que le fait que le Président ait omis de les inviter à des événements comme les petit-déjeuner de prière et d'autres fêtes publiques impliquant des dirigeants religieux constitue une marginalisation de leur communauté. Ils ont aussi exprimé leur préoccupation sur leur statut légal dans le pays, vu que certains d'entre eux n'ont pas la citoyenneté Malagasy malgré leur présence de longue date; d'autres ont suggéré que leur différence ethnique/religieuse ont parfois causé un accès plus limité aux services fournis par le gouvernement.

Section IV. Politique du Gouvernement américain

Le Gouvernement américain discute de questions touchant la liberté religieuse avec le Gouvernement dans le cadre de sa politique générale pour la promotion des droits de l'homme. Des représentants de l'Ambassade ont rencontré régulièrement des dirigeants de communautés religieuses, y compris des groupes minoritaires.